



# Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.2/47/L.7/Rev.1  
13 novembre 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session  
DEUXIÈME COMMISSION  
Point 78 e) de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE :  
COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'ATTENUER LES  
CONSEQUENCES ECOLOGIQUES, POUR LE KOWEÏT ET D'AUTRES PAYS  
DE LA REGION, DE LA SITUATION ENTRE L'IRAQ ET LE KOWEÏT

Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Comores, Congo, Costa Rica, Djibouti, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Gambie, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Mongolie, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République dominicaine, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Venezuela et Zaïre : projet de résolution révisé

Coopération internationale en vue d'atténuer les conséquences écologiques, pour le Koweït et d'autres pays de la région, de la situation entre l'Iraq et le Koweït

L'Assemblée générale,

Consciente de la situation catastrophique où se trouvent le Koweït et les régions avoisinantes du fait de l'incendie et de la destruction de centaines de puits de pétrole koweïtiens et des autres dommages écologiques ainsi causés à l'atmosphère ainsi qu'à la faune et à la flore terrestres et marines,

Ayant à l'esprit toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la section E de sa résolution 687 (1991) du 3 avril 1991,

Ayant pris acte du rapport présenté par le Secrétaire général au Conseil de sécurité, où sont exposées la nature et l'ampleur des dommages écologiques subis par le Koweït 1/,

Ayant pris acte aussi de la décision 16/11 A que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement a adoptée le 31 mai 1991 2/,

Rappelant sa résolution 46/216 du 20 décembre 1991,

Ayant pris acte en outre du rapport du Secrétaire général intitulé "Coopération internationale en vue d'atténuer les conséquences écologiques, pour le Koweït et d'autres pays de la région, de la situation entre l'Iraq et le Koweït" 3/,

Profondément préoccupée par la dégradation de l'environnement résultant des dommages subis, notamment par la menace qui pèse sur la santé et le bien-être de la population koweïtienne et des populations de la région, ainsi que par les conséquences indésirables pour les activités économiques du Koweït et d'autres pays de la région, notamment les effets sur le bétail, l'agriculture et la pêche, ainsi que sur la faune et la flore sauvages,

Se félicitant de la croisière de recherche Mount Mitchell, organisée récemment par la Commission océanographique internationale, l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin et l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement en vue de procéder à une évaluation scientifique de la situation écologique dans la région,

Dans l'attente des réunions prévues en 1993 pour examiner et évaluer les résultats de la croisière de recherche Mount Mitchell,

Consciente que les mesures à prendre à la suite des dévastations causées dans la région dépassent les possibilités des pays qui en sont partie et qu'il faut donc renforcer la coopération internationale pour faire face à la situation,

Notant avec satisfaction que le Secrétaire général a chargé un secrétaire général adjoint d'être son représentant personnel et de coordonner l'action de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine,

---

1/ Voir S/22535 et Corr.1 et 2, annexe; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-sixième année, Supplément d'avril, mai et juin 1991, document S/22535.

2/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 25 (A/46/25), annexe.

3/ A/47/265-E/1992/81.

Notant également avec satisfaction l'effort que font déjà les Etats Membres de la région, d'autres Etats, les organismes des Nations Unies ainsi que des organisations gouvernementales et non gouvernementales pour étudier, atténuer et limiter les conséquences de la catastrophe écologique,

Ayant à l'esprit l'oeuvre efficace accomplie par l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin et par l'équipe spéciale interorganisations constituée sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement, aux fins d'étudier la situation écologique dans la région, et ayant également à l'esprit le plan d'action prévu,

Remerciant spécialement les gouvernements qui ont versé des contributions financières aux deux fonds d'affectation spéciale créés à cette fin par le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale et le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que les gouvernements et les organisations qui ont prêté leur appui à la croisière internationale de recherche organisée récemment par la Commission océanographique internationale, l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin et l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement,

1. Fait appel à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, aux institutions scientifiques et aux particuliers pour qu'ils accordent leur appui aux programmes visant à étudier et atténuer la dégradation écologique dans la région, et pour qu'ils renforcent l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin et sa capacité de coordonner l'exécution de ces programmes;

2. Demande aux organismes et programmes des Nations Unies, notamment à l'Organisation maritime internationale et au Programme des Nations Unies pour l'environnement, de continuer à s'efforcer d'évaluer les effets à court et à long terme de la dégradation écologique de la région et d'envisager les mesures à prendre pour les neutraliser;

3. Prie le Secrétaire général, par l'intermédiaire de son Représentant personnel, de prêter assistance aux membres de l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin dans l'élaboration et l'exécution d'un programme d'action coordonné et concerté comportant des aperçus de projets chiffrés, d'aider à identifier toutes les ressources qui pourraient être mobilisées pour ce programme d'action, notamment en vue de renforcer les moyens écologiques dont disposent les membres de cette organisation régionale pour s'attaquer à ce problème, et d'allouer, dans les limites des ressources disponibles, les ressources indispensables pour que son Représentant personnel puisse continuer à aider à coordonner à cette fin les activités des organismes des Nations Unies;

4. Prie également le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur l'application de la présente résolution;

/...

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session une question subsidiaire intitulée "Coopération internationale en vue d'atténuer les conséquences écologiques, pour le Koweït et d'autres pays de la région, de la situation entre l'Iraq et le Koweït", au titre de la question intitulée "Développement et coopération économique internationale".

-----